

Question orale de Monsieur Daniel Senesael, Député fédéral, à Madame Annelies Verlinden, Ministre de l'Intérieur, relative à la coopération policière transfrontalière

Madame la Ministre,

La coopération policière et douanière avec notre pays voisin, la France, est un enjeu crucial pour notre pays et évidemment pour les communes frontalières comme la mienne.

A cette fin, un Centre de Coopération Policière et Douanière – appelé CCPD – est installé sur la ville de Tournai depuis 2002 grâce à l'Accord de Tournai I signé en 2001. Il rassemble des services de police belge et français dans le but de disposer plus rapidement de renseignements et surtout de mener à bien la coopération en matière de sécurité entre nos deux pays. Ce premier accord fut, par ailleurs, suivi de l'Accord de Tournai II en 2013 disposant, notamment, de l'autorisation d'opération de patrouilles mixtes de part et d'autre de la frontière.

Cependant, nous l'affirmons depuis longtemps, il faut renforcer encore cette coopération bilatérale pour garantir une sécurité optimale sur nos zones frontalières qui subissent trop souvent l'augmentation de criminalité liée à leur situation géographique. Dans ce cadre, une résolution adoptée en juillet 2021 demande au gouvernement d'entreprendre des négociations avec le gouvernement français tout en prenant les initiatives nécessaires afin d'améliorer structurellement la coopération policière entre la Belgique et la France.

Récemment, j'ai été informé qu'il n'y aurait plus de commissaire belge nommé au sein du CCPD de Tournai entravant le bon fonctionnement de cet organe.

Madame la Ministre, permettez-moi donc de vous poser les questions suivantes :

- Un commissaire belge est-il nommé au sein du CCPD de Tournai ? Quel retour pouvez-vous nous fournir concernant la gestion et la chaîne de commandement au sein de cet organe ? Combien de personnes y sont actuellement employées ?
- Un suivi des activités de coopération opérées depuis le Centre de Tournai est-il mis en œuvre ? Un rapport d'activités ou du moins des opérations est-il disponible ?
- Enfin, des initiatives ont-elles été menées depuis l'adoption de notre résolution de juillet 2021, d'une part, en termes de négociation avec les autorités françaises dans le but de développer un potentiel nouvel accord et de l'autre, en termes d'actions émanant de nos autorités permettant l'amélioration de la coopération ?

D'avance, Madame la Ministre, je vous remercie pour vos éléments de réponse.



DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN, INSTITUTIONELE HERVORMINGEN EN DEMOCRATISCHE VERNIEUWING

LA MINISTRE DE L'INTERIEUR, DES REFORMES INSTITUTIONNELLES ET DU RENOUVEAU DEMOCRATIQUE

Département : 12

Departement :

Document : 55 2022202320537

Réponse à la question parlementaire écrite n° 1913 de monsieur SENESAEL, Député datée du 24/05/2023, concernant “Coopération policière transfrontalière (QO 36807C)”.

Antwoord op de schriftelijke parlementaire vraag nr. 1913 van de heer SENESAEL, Volksvertegenwoordiger van 24/05/2023, betreffende de “Grensoverschrijdende politiesamenwerking (MV 36807C)”.

L'honorable Membre trouvera ci-après la réponse aux questions posées.

Het Geachte Lid vindt hieronder het antwoord op de gestelde vragen.

La délégation belge au sein du Centre de Coopération Policière et Douanière (CCPD) fait partie du Single Point of Operational Contact (SPOC), lequel est responsable de l'échange international d'informations policières. Le SPOC fait partie de la Direction de la coopération policière internationale (CGI), qui dépend elle-même du commissariat général.

De Belgische delegatie bij het Centrum voor Politie- en douanesamenwerking (CPDS) maakt deel uit van het Single Point of Operational Contact (SPOC), dat verantwoordelijk is voor de internationale uitwisseling van politionele informatie. Het SPOC maakt deel uit van de Directie van de internationale politiesamenwerking (CGI), die op haar beurt afhankelijk is van het commissariaat-generaal.

Selon le tableau organique, le SPOC est composé de 12 personnes. Toutes les fonctions sont occupées de manière permanente, à l'exception du commissaire coordinateur. Un commissaire a été désigné pour la fonction de coordinateur ad interim le 15 mai dernier. Le poste d'un inspecteur partant à la retraite cet été a été ouvert en mobilité, et un candidat apte a été trouvé.

Volgens de organieke tabel bestaat het SPOC uit 12 personen. Alle functies worden permanent bezet, met uitzondering van de commissaris-coördinator. Op 15 juni jongstleden werd een commissaris aangewezen voor de functie van coördinator ad interim. De post van een inspecteur die met pensioen ging, werd in mobiliteit geopend en er werden geschikte kandidaat gevonden.

Il existe un rapport d'activités, lequel n'est pas public. Je puis cependant vous communiquer que sur le plan de l'échange d'informations, la Belgique a adressé 8 544 demandes à la France en 2022. Au cours de la même période, la France a adressé 8 808 demandes à nos services. Le CCPD a donc traité 17 352 demandes au total en 2022. L'assistance du

Er is een activiteitenverslag dat niet openbaar is. Ik kan u echter meedelen wat de uitwisseling van informatie betreft, België in 2022 8 544 aanvragen heeft gestuurd naar Frankrijk. In de loop van dezelfde periode heeft Frankrijk 8 808 aanvragen gestuurd naar onze diensten. In 2022 heeft het CPDS dus in totaal 17 352 aanvragen behandeld. In de loop van het afgelopen jaar

CCPD a également été sollicitée pour la coordination de 81 opérations au cours de l'année dernière.

En ce qui concerne un potentiel nouvel accord de coopération avec la France, je peux vous annoncer que ce sujet a été abordé lors de la rencontre ministérielle bilatérale de haut niveau dite « Val Duchesse » entre la Belgique et la France qui s'est tenue le 5 mai et lors de la dernière réunion du Comité stratégique franco-belge en novembre 2022. A l'occasion de cette réunion, la délégation belge a présenté un document de travail d'ordre technique basé sur les besoins des services opérationnels et reprenant les éléments qu'elle souhaiterait voir inclure dans un tel accord. La délégation française a été invitée à effectuer le même exercice de son côté. S'il s'avère que des besoins similaires existent des deux côtés, la Belgique est prête à entamer des négociations avec les autorités françaises.

werd de bijstand van het CPDS voor de coördinatie van 81 operaties gevraagd.

Wat een potentieel nieuw samenwerkingsakkoord met Frankrijk betreft, kan ik u melden dat dit onderwerp werd behandeld tijdens de bilaterale ministeriële ontmoeting op hoog niveau « Val Duchesse » tussen België en Frankrijk op 5 mei en tijdens de meest recente ontmoeting van het Frans-Belgisch Strategisch Comité in november 2022. Naar aanleiding van deze vergadering heeft de Belgische delegatie een technisch werkdocument voorgesteld dat gebaseerd is op de behoeften van de operationele diensten en de elementen bevat, die ze zou willen laten opnemen in een dergelijk akkoord. De Franse delegatie werd uitgenodigd om hetzelfde te doen. Indien er gelijkaardige behoeften bestaan aan beide kanten, dan is België bereid om de onderhandelingen met de Franse overheden op te starten.

Annelies VERLINDEN